

ARCHIVES DU GENRE, GENRE DE L'ARCHIVE
 Coordonné par Denise Ogilvie (Archives Nationales),
 Isabelle Tournier (P8/LEGS), Judith Revel (P10/Sophiapol)

Présentation générale de l'axe

L'axe « Archive du genre, genre de l'archive » se reconnaît un double enjeu.

D'une part, il s'agit de travailler sur un certain nombre de fonds déjà constitués, et de comprendre en quoi ceux-ci nous disent précisément quelque chose sur la manière dont l'enregistrement archivistique est traversé par la question centrale de l'invisibilité et/ou de la visibilité des femmes – c'est-à-dire aussi, parfois, par leur présence « en creux », ou par l'émergence inattendue de fragments d'existence, de gestes ou de mots littéralement enchâssés dans des fonds a priori non identifiées comme « genrés ». De l'autre, il s'agit aussi d'interroger en amont les modalités de constitution de l'archive en tant que telle, et de comprendre si ce que nous avons choisi d'appeler le « périmétrage » des fonds, quand il concerne des archives de femmes, varie par rapport aux archives masculines : il nous semble en effet que, quand il est réalisé par des femmes (sur leurs propres archives privées) ou par leurs ayants droit successoraux, ce périmétrage tend à se restreindre, en expurgeant tout particulièrement ce qui est perçu comme « non intéressant » et qui est immédiatement associé à la perception du « privé » de la vie.

Dans ce contexte, et parce qu'il fallait à la fois interroger les fonds eux-mêmes et leur dynamique de constitution – c'est-à-dire aussi l'intériorisation éventuelle de schémas assignant au « privé » des femmes une non-valeur documentaire -, nous avons choisi de proposer trois enquêtes, très différentes dans leur objet et dans la périodisation mobilisée, mais tournant toutes autour de deux questions essentielles :

- **La question de l'invisibilité sociale, administrative, politique et culturelle des femmes** (et celle, connexe, de la visibilité paradoxale des « invisibles » dès lors qu'elle peut être recomposée par les traces archivistiques)
- **La question de la transformation de la dichotomie espace public/espace privé quand celle-ci est retravaillée par l'identification de genre dans cette dimension spécifique qui est celle des archives.**

Si nous faisons s'entrecroiser ces lignes, c'est que le rejet historique des femmes dans le « privé » et leur exclusion séculaire hors du champ de ce qui semblait caractériser la citoyenneté « pleine » (le travail et la propriété au fondement de l'autonomie financière et civique) semble les avoir longtemps assignées, on le sait, à cet *autre* espace, en dehors de la gestion publique des affaires de la cité : espace des « communs », des relations privées, de la gestion domestique, des affects. Et pourtant : que se passe-t-il quand l'enregistrement – administratif, juridique – de la qualité « publique » de l'existence des femmes devient incontournable ? Et encore : que se passe-t-il quand des femmes – féministes, militantes, historiennes des femmes, artistes, émancipées – doivent par elles-mêmes déterminer « ce qui compte » et « ce qui ne compte pas », c'est-à-dire tracer dans l'épaisseur des sédimentations documentaires de leur propre vie le partage entre ce qui mérite d'être conservé et intégré dans l'archive de notre mémoire partagée, et ce qui au contraire doit en être effacé – parce que non susceptible d'intérêt public ? N'a-t-on pas là, étrangement, le retour inattendu de cette « invisibilité » dont toute leur vie avait été le démenti radical, sous la forme d'une intériorisation entre ce qui peut être pris en compte et ce qui n'en vaut pas la peine ?

Les trois enquêtes, que nous présentons ci-dessous dans leur spécificité, c'est-à-dire aussi dans leur autonomie, doivent nourrir la mise en place d'un **séminaire commun**, dont le titre pourrait être, en hommage à un beau texte de Michel Foucault (« La vie des hommes infâmes », 1977), « Quand l'infâme est une femme ».

Si l'*infamie* foucauldienne est le nom d'une invisibilité sociale paradoxalement « éclairée » par sa rencontre avec le pouvoir - et si l'archive est précisément le dépôt lent et gris des traces de cette rencontre-, alors la lecture de l'archive est une manière de recomposer des vies, de ré-exhumer des fragments, de prêter l'oreille à des mots demeurés silencieux. Et donc précisément : que se passe-t-il quand l'infâme est une femme ?

Le dispositif séminarial envisagé consiste 6 séances de 6 heures : le temps « long » de ces journées nous semble nécessaire pour permettre l'examen sérieux des « dossiers » archivistiques, et l'organisation d'approches pluridisciplinaires.

Enquête 1 : Du public et du privé. Archives de femmes et périmétrage de « ce qui compte ».

A l'occasion du dépôt par Michelle Perrot de ses propres archives aux Archives nationales, nous aimerions comprendre si la délimitation entre ce que l'on considère comme « susceptible d'alimenter un fonds d'archive » et ce que l'on considère au contraire comme n'ayant aucune valeur autre que privée *c'est-à-dire sans vocation à être déposé* (comme si le « privé », ici, déqualifiait d'emblée les traces documentaires produites) varie selon un partage de genre. L'expurgation d'éléments considérés comme inessentiels demande à être interrogée : est-elle réellement plus importante dans le cas des fonds de femmes ? Et sur quels types de documents s'exerce-t-elle ? On tentera, dans ce contexte, de confronter différentes situations : un premier travail où le fonds provient d'une femme, Michelle Perrot, elle-même historienne (et qui plus est historienne des femmes), c'est-à-dire dans un cas où le rapport à la constitution de sa propre archive est médiée à la fois par une pratique professionnelle (de l'archive des autres) et par un très long et très important travail sur les femmes ; un second chantier questionnant la manière dont les successions (par l'intermédiaire des ayants-droits) définissent, après la disparition d'une femme ayant laissé des éléments documentaires importants, la frontière entre le « déposable » et le « non déposable », et dont ce partage se fonde en général sur ce qui est perçu comme « activité publique », « activité militante » ou « activité scientifique » d'une part, et « vie privée » de l'autre. Le paradoxe que nous aimerions en particulier souligner tient au fait que, dans le cas de fonds laissés par des militantes féministes, cette distinction est non seulement factuellement poreuse mais souvent politiquement malaisée, puisque le « privé » comme espace de déqualification est précisément ce contre quoi bien des femmes ont lutté - le rejet du « privé » dans une sphère d'invisibilité constituant de fait une sorte de monogramme de leur subalternité. Que reste-t-il de la revendication d'un « privé » considéré bien au contraire comme « politique » ? On tentera de répondre à la question en envisageant des fonds à la fois différents et souvent parallèles, comme ceux de Françoise Collin (fonds administré par Mara Montanaro, ancienne doctorante de Paris 8 et qui fera partie de l'équipe de cet axe), de Carla Lonzi (sur lequel l'historienne d'art Giovanna Zapperi - elle aussi prête à rejoindre l'équipe de recherche - fait, depuis plusieurs années, un travail remarquable), ou encore d'Edith Thomas. Que se passe-t-il, encore, quand l'archive personnelle et l'archive professionnelle, l'archive militante et l'archive « publique » se mêlent intimement, comme dans le cas de Delphine Seyrig, pour laquelle la « publicisation » éventuelle des éléments privés est d'autant plus compliquée que la « vie d'actrice » semble reposer elle-même sur une coupure très nette de ce que l'on montre et de ce que l'on dérobe ? Que se passe-t-il enfin quand un couple fait l'objet d'un double dépôt d'archivage à la fois lié, comme en écho, et pourtant tout à fait distinct - par exemple dans le cas de Jean-Toussaint Desanti et de Dominique Desanti, ou dans celui d'Hélène Parmelin et Ernest Pignon ?

Chercheuses et chercheurs sollicités :

Marie-Odile Germain (Bibliothèque nationale/Département des manuscrits)
 Magali Lacousse (Archives nationales/Département des Archives privées)
 Mara Montanaro (Paris 8/LEGS)
 Denise Ogilvie (Archives Nationales/Département Justice et Intérieur)
 Michelle Perrot (Directrice de recherches, CNRS)
 Yann Potin (Archives Nationales)
 Judith Revel (Paris 10/Sophiapol)
 Valérie Tesnières (BDIC)
 Isabelle Tournier (Paris 8/LEGS)
 Elizabeth A. Weed (Brown University)
 Giovanna Zapperi (maître de conférences, Ecole d'art de Bourges)

Enquête 2 : « A double fond(s), archives des femmes : femmes et nationalité »

Nous partirons des acquis d'une série de séminaires tenue aux Archives nationales sur le thème « A double fonds, archives des femmes » : il s'agissait en effet, en prêtant attention aux modalités spécifiques d'administration induites par la condition juridique et sociale des femmes, de déceler les effets d'emboîtement (et donc d'effacement potentiel) que ces modalités entraînent¹. Dans cette perspective les Archives nationales, avec lesquelles l'axe 1 cherchera à collaborer étroitement pour les trois enquêtes présentées, souhaitent ouvrir un chantier sur les archives issues de la prise en charge,

¹ Deux exemples avaient illustré cet « effet double fond » : l'intégration de l'évaluation des compétences de leurs épouses dans les formulaires de notation des membres du corps préfectoral et les détours administratifs permettant d'accorder à des femmes les secours attribués aux exilés politiques au début du XIXe siècle.

par le ministère de la Justice, des conséquences des dispositions du code civil concernant la perte (ou l'acquisition) par mariage de la nationalité française par les femmes.

Pour mener cette enquête deux situations administratives - et deux types de dossiers - seront sollicitées : les dossiers d'instruction prescrits en 1917 par la loi subordonnant « à une autorisation préalable du gouvernement » le mariage avec des français (et par conséquent l'acquisition de la nationalité française) de femmes « appartenant à une nation en hostilités avec la France » ; les dossiers de « demande de réintégration » instruites à la demande, après divorce ou décès de leur mari, de femmes ayant perdu leur « qualité de française » par leur mariage avec un étranger. Ces séries de dossiers, d'un incontestable intérêt pour l'étude des effets individuels et collectifs produits par la précarité de la nationalité des femmes au cours d'un très long XIXe siècle, offrent également l'occasion d'observer la manière dont l'administration puis les archives en signalent la singularité. Le fichier-répertoire intitulé *Épouses étrangères de Français (loi du 18 mars 1917)* qui recense les autorisations de mariage en 1917 est un des rares fichiers signalant des dossiers nominatifs féminins. En revanche ceux de demandes de réintégration n'ont pas fait l'objet de répertoires spécifiques. Ils n'ont pas non plus été distingués au moment de la rédaction des inventaires produits aux Archives nationales, y compris pour les plus récents d'entre eux.

Il s'agira donc de mesurer cette présence à la fois pleine (puisque nous en avons des traces matérielles sous la forme d'enregistrement administratifs) et en creux (puisque ces traces disent à leur manière leur non existence juridique autonome) : une enquête redoublée, où ce qu'il s'agit de voir est paradoxalement l'écho lointain – mais tangible, parce qu'il s'agit d'archives – d'une absence.

Chercheuses et chercheurs sollicités :

Jean-Paul Barrière (univ. de Franche Comté/ LSH, EA2273)

Arlette Farge (directrice de recherches émérite, CNRS/EHESS-CRH)

Cyprien Henry (univ. de Caen/ Archives nationales/EPHE)

Denise Ogilvie (Archives Nationales/Département Justice et Intérieur)

Annie Poinot (Archives nationales/Département Justice et Intérieur)

Judith Revel (P10/Sophiapol)

Marc Pichard (Université Paris-Ouest Nanterre La Défense/ Cedcacé - EA 3457)

Joan W. Scott (Institut of Advanced Studies Princeton)

Anne Simonin (CNRS/UMR SIRICE)

Enquête 3 : Le « fonds Slama » – archéologie de la construction d'un fonds de femmes.

Béatrice Slama, longtemps maître de conférences de Littérature française à Paris 8, a déposé en 2014 aux Archives nationales un ensemble précieux : elle avait en effet conservé, après l'interruption du programme de recherche qui l'avait suscité, un fichier papier, majoritairement manuscrit, partiellement dactylographié et maigrement numérisé, qui était le fruit du travail d'une équipe constituée d'enseignantes et d'étudiantes de Paris 7/8. Sous l'intitulé « La production littéraire des femmes du Moyen âge à 1940 », ce projet avait participé avec succès à l'appel d'offre de l'Action Thématique Programmée (1983-1987) « Recherches sur les femmes, recherches féministes », et fédéré une dizaine de participantes.

Cet ensemble de 42 dossiers et quatre valisettes de fiches carton est classé à l'intérieur de séquences historiques par fiches auteure et par fiches titres. Les notices d'autorité recensent le(s) nom(s), pseudonyme(s), autre(s) nom(s), les dates et lieux de naissances et de mort, le statut familial et l'état civil (fille, femme, compagne de), le statut professionnel, les activités dites « littéraires et journalistiques », militantes (« participation à des groupes féministes », d'où l'on déduira que les féministes vont implicitement et exclusivement en groupes), et inclut une rubrique des repentirs et ajouts (« Autres éléments »). Les notices bibliographiques recueillent les noms et pseudonymes, ceux des auteurs secondaires (préface, etc.), les dates de la première édition et celle de l'édition consultée (pour les cas de republication), l'adresse (éditeur, lieu de publication, date), la collation des pages, format, illustration), la série des rééditions ultérieures, la mention du « genre » - entendu ici au sens premier, et qui prévaut exclusivement en France à ce moment-là, c'est-à-dire comme « genre littéraire », repéré sans doute dans le dispositif para-textuel de chaque livre.

Nous aimerions bien entendu permettre la mise en ligne des données afin de nourrir d'autres enquêtes – par exemple par catégories, ou par coupes synchroniques de production ou de générations. Il s'agirait par ailleurs de faire revivre et de prolonger une source essentielle pour la constitution d'une histoire culturelle des femmes, et pour la compréhension des rapports de force de genre inscrits jusque dans le détail des attributions de format, des options génériques, des stratégies de carrière et d'images, des censures et des cantonnements subis, des territoires d'expansion autorisés, des spécialités permises ou interdites, des relations d'allégeance ou de transgression face aux représentations canoniques du masculin et du féminin à une époque donnée.

Mais il s'agira aussi, dans une sorte de redoublement de l'enquête, de tenter de comprendre les raisons de l'interruption de ce projet collectif il y a trente ans ; et plus en amont encore, la nature des gestes de récollection documentaire effectués alors pour « constituer » le fonds: non seulement, donc, s'intéresser à un fonds couvrant cinq siècles de production littéraire « féminine », mais aussi traiter le fonds comme l'archive d'une certaine époque de la recherche sur les femmes : à la fois très près et très loin de notre propre manière de travailler - avant le « genre ».

Chercheuses et chercheurs sollicités :

Marie-Odile Germain (Bibliothèque nationale/Département des manuscrits)

Denise Ogilvie (Archives nationales)

Isabelle Tournier (P8/LEGS)

Giovanna Zapperi (Ecole d'art de Bourges)

Réalisations envisagées (par année) :

- Six journées séminariales déjà mentionnées au titre d'« action transversale », correspondant à des moments de travail inter-enquêtes sur le thème de l'invisibilisation (et du travail sur archives comme moyen de « re-visibilisation) des femmes.
- Une journée d'étude par an (sur trois ans : chaque enquête aura donc sa journée d'étude)
- La publication d'articles scientifiques (au moins un par an et par enquête, sur trois ans)
- La production d'instruments pour la recherche (par exemple par l'inventaire précis des éléments documentaires étudiés de certains fonds)
- Le travail en synergie avec le projet du Labex « Les passés dans le présent », « Discipliner l'archive ? », pour lequel un co-financement pourrait être sollicité (en particulier pour l'enquête n°2, puisque la dimension juridique des archives est, en l'état, absente des « disciplines » envisagées par « Discipliner l'archive ? »).
- Une série de conférences proposées alternativement dans les institutions patrimoniales et dans les établissements universitaires de la COMUE, pour renforcer l'interaction fondamentale de ces deux dimensions de la recherche, sur les fonds pris en considération.

Budget :

5000 euros/an, sur trois ans, répartis comme il suit :

1400 euros : missions, organisations d'ateliers ou de conférences, organisation du séminaire annuel

1100 euros : achat de matériel

1500 euros : vacations, indemnités de stage

1000 euros : journée d'étude annuelle

Bibliographie de travail

Nous ne mentionnons ici que les éléments liminaires de bibliographie qui nous ont aidées à réfléchir à la formulation des trois enquêtes proposées et aux pistes qu'elles nous semblent pouvoir déployer.

1) Eléments d'historiographie et pratique des archives

BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire, ou Métier d'historien*, Armand Colin, 1949.

CŒURE, Sophie, DUCLERT, Vincent, *Les Archives*, La Découverte, « Repères », 2001.

FARGE, Arlette, *Le Goût de l'archive*, Seuil, 1989.

FAVIER, Jean et NEIRINCK, « Les archives », in *L'Histoire et le métier d'historien. 1945-1995*, sous la direction de François Bédarida, 1995.

HILDESHEIMER, Françoise, *Les Archives de France. Mémoires de l'histoire*, Champion, 1997.

MARROU, Henry-Irénée, *De la connaissance historique*, Seuil, 1954.

MARTIN, Roxane, NORDERA, Marina (Dir.), *Les Arts de la scène à l'épreuve de l'histoire – Les objets et les méthodes de l'historiographie des spectacles produits sur la scène française (1635-1906)*, Honoré Champion, 2011

PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, 1996.

VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire : essai d'épistémologie*, Paris, Éditions du Seuil, « L'Univers historique », 1970 ; rééd. augmentée de « Foucault révolutionne l'histoire », 1978.

Revue de synthèse, « Fabrique des archives, fabrique de l'histoire », éditions ENS rue d'Ulm, 2004. En particulier, l'article d'Etienne Anheim, « Singulières archives. Le statut des archives dans l'épistémologie historique », une discussion de *La Mémoire, l'histoire, l'oubli* de Paul Ricœur ».

2) Usages de l'archive « hors sol »

DERRIDA, Jacques, *Mal d'archive*, Paris, Galilée, 1995.

FOUCAULT, Michel, *L'Archéologie du savoir*, Gallimard, 1969.

FOUCAULT, Michel, « La vie des hommes infâmes », repris in *Dits et Ecrits*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1994.

RANCIERE, Jacques, *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Fayard 1981, Hachette Pluriel (Poche), 1997.

REVEL, Judith, *Foucault, une pensée du discontinu* éd. Fayard/Mille et une nuits 2010.

RICŒUR, Paul, *La Mémoire, l'oubli, L'histoire*, Seuil, 2000.

SEBILOTTE, Laurent, « Pour une recherche en danse : de l'accès aux sources aux développements de méthodologies spécifiques », *Rue Descartes*, 44, 2004/2

3) Femmes, féminismes, genre – et archive.

BARD, Christine, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes 1914-1940*, Fayard, 1995.

BARD, Christine, avec Janine Mossuz-Lavau (dir.), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, La Martinière, 2004.

BARD, Christine, avec Annie Metz et Valérie Neveu (dir.), *Guide des sources de l'histoire du féminisme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Archives du féminisme », 2006.

BERGER, Anne-Emmanuel, *Le Grand Théâtre du Genre. Identités, Sexualités et Féminisme en "Amérique"*. Belin, 2013.

BUTLER, Judith, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, 2006.

Gardey, Delphine, « L'histoire, les *feminist & other's studies* », ds *A quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXIe siècle*, dirigé par Christophe Granger, Autrement, 2013.

KAIL, Michèle, « Le programme 'femmes' » du CNRS : première pierre ou pierre tombale pour les recherches féministes en France », *Perspectives universitaires*, vol III, 1-2, 1986

MURAT, Laure, *La Loi du genre : une histoire culturelle du troisième sexe*, Paris, Éditions Fayard, coll. « Histoire de la pensée », 2006.

PERROT, Michelle, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, 1998.

REID, Martine, *Signer Sand. L'œuvre et le nom*, Belin, « L'Extrême contemporain », 2003. [2e édition 2004].

REID, Martine, *Des femmes en littérature*, Belin, « L'extrême contemporain », 2010.

RIOT-SARCEY, Michèle, « L'historiographie française et le concept de 'genre' », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 4, n° 47, 2000.

RIOT-SARCEY, Michèle, *Féminismes au présent* (avec Eleni Varika et Christine Planté), L'Harmattan, 1993.

RIOT-SARCEY (dir.), *De la différence des sexes. Le genre en histoire*, Larousse, 2010.

SCOTT, Joan W., *La Citoyenne paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998. Trad. de *Only paradoxes to offer. French Feminists and the Rights of Man*, Harvard University Press, 1996

SCOTT, Joan W., *De l'utilité du genre*, Paris, Éditions Fayard, 2011